

Un marché du travail en demi-teinte

Fin 2024 en Corse, le taux de chômage baisse pour atteindre 6,4 % de la population active. Cependant, la demande d'emploi progresse davantage pour les personnes sans emploi et tenues d'en rechercher (cat. A) que pour les personnes qui cumulent une activité réduite et la recherche d'un autre emploi (cat. B et C). Tous les publics sont concernés et les demandeurs d'emploi de longue durée sont les plus touchés. Dans ce contexte, l'alternance se développe grâce aux contrats d'apprentissage tandis que les emplois aidés restent moins mobilisés.

Après une reprise fin 2023, le taux de chômage au sens du BIT baisse à nouveau. Fin 2024, il s'établit à 6,4 % de la population active, soit 0,2 point de moins ► **figure 1**. Ce repli concerne uniquement la Haute-Corse (-0,3 point) tandis qu'en Corse-du-Sud, le chômage se stabilise. Pour autant, il reste inférieur de 0,6 point à celui de la Haute-Corse (6,1 % contre 6,7 %). En France hors Mayotte, le chômage diminue au même rythme, mais concerne 7,3 % de la population active, soit 0,9 point de plus que le taux régional ► **figure 2**. Le chômage insulaire figure ainsi parmi les plus bas de France après l'Auvergne-Rhône-Alpes, les Pays de la Loire et la Bretagne.

Une demande d'emploi en hausse

Fin 2024, 19 880 personnes sont inscrites en catégories A, B et C à France Travail, soit 540 de plus sur un an (+2,8 %) ► **figure 3**. La hausse est davantage marquée en Corse-du-Sud (+3,1 %) qu'en Haute-Corse (+2,5 %) ► **figure 4** ► **figure 5**.

La catégorie A, majoritaire, qui regroupe les personnes sans emploi et tenues d'effectuer des recherches, s'étoffe de +4,0 % sur un an. Cette hausse s'explique en partie par une évolution du formulaire d'actualisation déployée à partir du mois d'octobre 2024. Les inscrits en cours du mois ne peuvent plus déclarer une activité antérieure à leur inscription. Cela conduit à augmenter les inscriptions en catégorie A, et à réduire d'autant celles en catégories B et C, sans en modifier le total.

Le nombre de personnes qui cumulent une activité réduite courte (cat. B) ou longue (cat. C) et la recherche d'un autre emploi croît de 0,5 %. Elles représentent un tiers des demandeurs d'emploi de catégories A, B et C.

Au niveau national, la hausse de la demande d'emploi est aussi imputable à la catégorie A (+3,5 %) tandis que les inscrits en B et C reculent (-0,3 %).

Ces évolutions diffèrent de celles du chômage au sens du BIT en raison d'une différence de concept. Les demandeurs d'emploi, ne sont pas considérés comme chômeurs au sens du BIT s'ils ne remplissent pas certains critères. C'est notamment le cas des plus de 55 ans qui, pour des raisons de santé ou de difficultés

sur le marché du travail, ne cherchent pas activement un emploi.

Sur un an, la demande d'emploi augmente de 6,4 % pour les inscrits de longue durée (un an ou plus d'ancienneté), qui représentent 28,3 % des catégories A, B et C. C'est également le cas pour les seniors (+4,2 %), les 25-49 ans (+2,5 %), les hommes (+4,6 %) et les femmes (+1,4 %). Néanmoins, pour les 2 390 jeunes de moins de 25 ans inscrits à France Travail, la hausse est plus modérée (+0,8 % contre +5,3 % l'an passé). Plusieurs dispositifs d'accompagnement facilitent l'insertion des jeunes. Le contrat engagement jeune (CEJ) déployé en mars 2022, vise une entrée rapide et durable dans l'emploi. Dispositif clé, il propose aux jeunes de 16 à 25 ans (ou jusqu'à 29 ans pour les travailleurs handicapés) un accompagnement intensif de 15 à 20 heures hebdomadaires, doté d'une allocation mensuelle dégressive. Depuis 2022, en Corse, plus de 4 600 jeunes sont accompagnés, dont 1 515 premières entrées en 2024 ► **figure 6**. Les entrées diminuent de 10,4 % sur un an contre un repli de 8,7 % au niveau national.

Un recours croissant à l'apprentissage

La situation favorable des jeunes s'explique aussi par le dynamisme de l'apprentissage dans la région. En 2024, celui-ci continue de se développer avec 3 010 nouveaux contrats signés, soit 7,2 % de plus sur un an contre 3,4 % au niveau national. L'apprentissage est soutenu par l'aide exceptionnelle aux entreprises prolongée jusqu'en 2024, avec plus de 11 700 dossiers validés depuis sa création.

À l'inverse, les nouveaux contrats de professionnalisation continuent de se réduire, avec seulement 203 entrées (-30,7 % contre -24,0 % au niveau national).

Un recours aux contrats aidés qui diminue

En Corse comme au niveau national, les contrats aidés sont moins mobilisés, notamment les Parcours Emploi Compétences (PEC-CAE dans le secteur non marchand) et les Contrats Initiative Emploi (CIE dans le secteur marchand).

Les entrées reculent pour la troisième année consécutive (123 entrées en 2024 contre 182 en 2023). Elles baissent de 32,4 % sur un an contre -33,0 % au niveau national, en lien avec la réduction des financements dans le contexte de reprise post-Covid.

Ce recul concerne aussi l'insertion par l'activité économique (-8,2 % contre -0,6 % au niveau national). En 2024, 1 169 personnes, éloignées de l'emploi en raison de difficultés personnelles et professionnelles, signent un contrat de travail à durée déterminée d'insertion (CDDI) dans les 38 structures de l'île, dont les trois quarts en ateliers et chantiers d'insertion (ACI). ●

► Avertissement sur les demandeurs d'emploi en fin de mois

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi accompagnés par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap emploi sont systématiquement inscrits à France Travail à compter de janvier 2025. Pour tenir compte de ces évolutions, la Dares et France Travail mettent en œuvre les recommandations du groupe de travail du Conseil national de l'information statistique (Cnis) : en particulier des indicateurs complémentaires (hors bénéficiaires du RSA et jeunes en CEJ, Pacea ou AIJ) sont mis à disposition pour appréhender les évolutions conjoncturelles.

Ces séries alternatives sur les inscrits à France Travail sont diffusées pour l'année 2025 dans les tableaux de bord de la conjoncture et notes trimestrielles ; cependant, pour le bilan économique portant sur 2024, les séries alternatives ne sont pas retenues, afin de garder un niveau de détail plus fin des données, et en raison d'un impact limité de la loi pour le plein emploi, à l'échelle de l'année 2024.

Sur le dernier trimestre de 2024, une évolution dans le formulaire d'actualisation conduit à augmenter le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A d'environ 36 000 au niveau national, et à réduire d'autant le nombre de demandeurs d'emploi en catégories B et C.

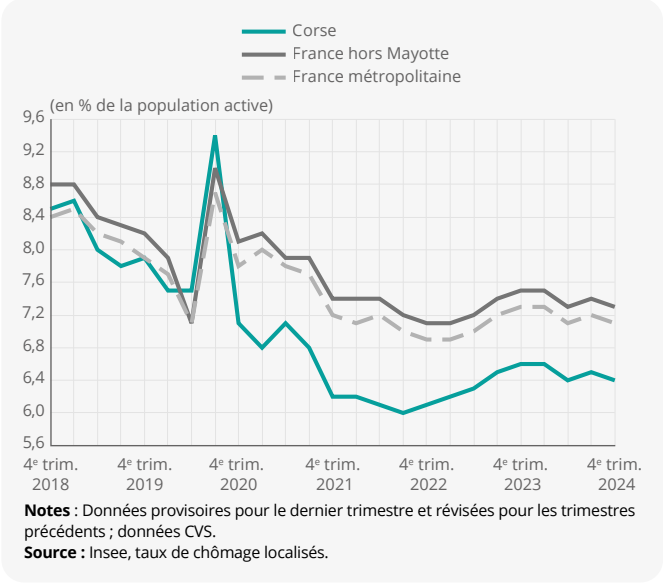
Valérie Torre (Dreets)

► 1. Taux de chômage trimestriel par département

Zonage	2024 T1	2024 T2	2024 T3	2024 T4	Évolution 2024 T4 / 2023 T4 (points de %)
Corse-du-Sud	6,2	6,1	6,2	6,1	0,0
Haute-Corse	7,0	6,8	6,8	6,7	-0,3
Corse	6,6	6,4	6,5	6,4	-0,2
France hors Mayotte	7,5	7,3	7,4	7,3	-0,2

Notes : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS.
Source : Insee, taux de chômage localisés.

► 2. Évolution du taux chômage trimestriel



► 3. Demandeurs d'emploi en fin de mois

Décomposition	Demandeurs d'emploi au quatrième trimestre 2024				Évolution 2024 T4 / 2023 T4	
	Catégories A, B, C	Catégorie A	Catégories A, B, C (% de l'ensemble)	Catégorie A (% de l'ensemble)	Catégories A, B, C (%)	Catégorie A (%)
Hommes	9 140	6 300	46,0	47,1	4,6	5,0
Femmes	10 750	7 080	54,1	52,9	1,4	3,1
Moins de 25 ans	2 390	1 750	12,0	13,1	0,8	1,7
De 25 à 49 ans	11 480	7 490	57,7	56,0	2,5	4,0
50 ans ou plus	6 010	4 140	30,2	30,9	4,2	4,8
Inscrits depuis un an ou plus	5 620	nd	28,3	nd	6,4	nd
dont inscrits depuis 2 ans ou plus	2 360	nd	11,9	nd	4,0	nd
Corse	19 880	13 380	100,0	100,0	2,8	4,0
France hors Mayotte	5 491 700	3 135 000	100,0	100,0	1,8	3,5

nd : Données non disponibles.
Note : Données CVS-CJO.
Avertissement : Le nombre de demandeurs d'emploi au quatrième trimestre est une moyenne des stocks de demandeurs d'emploi à la fin des mois d'octobre, novembre et décembre afin de mieux dégager les évolutions tendancielles.
Source : France Travail-Dares, STMT.

► Pour en savoir plus

- Notes de conjoncture trimestrielles, Insee Conjoncture Corse.
- Chiffres marché du travail, DREETS de Corse.

► 4. Demandeurs d'emploi en fin de mois - Corse-du-Sud

Décomposition	Demandeurs d'emploi au quatrième trimestre 2024				Évolution 2024 T4 / 2023 T4	
	Catégories A, B, C	Catégorie A	Catégories A, B, C (% de l'ensemble)	Catégorie A (% de l'ensemble)	Catégories A, B, C (%)	Catégorie A (%)
Hommes	4 300	3 030	47,0	48,0	4,9	7,8
Femmes	4 890	3 320	53,0	52,0	1,7	4,7
Moins de 25 ans	1 060	790	12,0	12,0	1,0	2,6
De 25 à 49 ans	5 300	3 530	58,0	56,0	2,3	5,7
50 ans ou plus	2 830	2 030	31,0	32,0	5,6	8,0
Inscrits depuis un an ou plus	2 330	nd	25,0	nd	4,0	nd
dont inscrits depuis 2 ans ou plus	950	nd	10,0	nd	0,0	nd
Corse-du-Sud	9 190	6 350	100,0	100,0	3,1	6,0
Corse	19 880	13 380	100,0	100,0	2,8	4,0

nd : Données non disponibles.
Note : Données CVS-CJO.
Avertissement : Le nombre de demandeurs d'emploi au quatrième trimestre est une moyenne des stocks de demandeurs d'emploi à la fin des mois d'octobre, novembre et décembre afin de mieux dégager les évolutions tendancielles.
Source : France Travail-Dares, STMT.

► 5. Demandeurs d'emploi en fin de mois - Haute-Corse

Décomposition	Demandeurs d'emploi au quatrième trimestre 2024				Évolution 2024 T4 / 2023 T4	
	Catégories A, B, C	Catégorie A	Catégories A, B, C (% de l'ensemble)	Catégorie A (% de l'ensemble)	Catégories A, B, C (%)	Catégorie A (%)
Hommes	4 830	3 280	45,0	47,0	4,1	2,8
Femmes	5 860	3 760	55,0	53,0	1,2	1,9
Moins de 25 ans	1 340	970	13,0	14,0	1,5	2,1
De 25 à 49 ans	6 180	3 960	58,0	56,0	2,7	2,6
50 ans ou plus	3 180	2 110	30,0	30,0	2,9	1,9
Inscrits depuis un an ou plus	3 300	nd	31,0	nd	8,6	nd
dont inscrits depuis 2 ans ou plus	1 410	nd	13,0	nd	6,8	nd
Haute-Corse	10 690	7 040	100,0	100,0	2,5	2,3
Corse	19 880	13 380	100,0	100,0	2,8	4,0

nd : Données non disponibles.
Note : Données CVS-CJO.
Avertissement : Le nombre de demandeurs d'emploi au quatrième trimestre est une moyenne des stocks de demandeurs d'emploi à la fin des mois d'octobre, novembre et décembre afin de mieux dégager les évolutions tendancielles.
Source : France Travail-Dares, STMT.

► 6. Entrées dans les dispositifs de contrats aidés, d'alternance et d'accompagnement des jeunes - Corse

Type d'aide	2023	2024
Aides à l'emploi (p)	4 556	4 505
dont contrats aidés (p)	1 456	1 292
Parcours emploi compétences (PEC)	96	88
Contrats initiative emploi (CUI-CIE) (p)	86	35
Insertion par l'activité économique (IAE) (p)	1 274	1 169
dont contrats en alternance	3 100	3 213
Apprentissage	2 807	3 010
Contrats de professionnalisation	293	203
Accompagnement des jeunes	3 609	3 080
Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (PACEA)	1 299	849
Contrat d'engagement jeune	2 310	2 231
dont premières entrées	1 690	1 515
Emplois francs (p)	51	14

(p) : Année 2024 provisoire.
Note : Extraction du 28/02/2025. Les entrées comprennent les conventions initiales et les reconductions de contrats.
Source : Dares.